



L'école : victime d'une maladie chronique

Jérôme VADECARD

Maire de Mesnil-Follemprise

Président de la Fédération Seine-Maritime

Docteur en chimie

Tous les ans, 100 000 jeunes sortent de l'école sans formation ni diplôme et deviennent marginalisés; 1/4 à 1/5^e des enfants entrant en 6^{ème} ne savent pas lire et les trois quarts des enfants ne sont pas capables de suivre des études secondaires, alors que 80% d'une classe d'âge doit obtenir le Bac. Système aberrant qui aboutit à la frustration des jeunes générations, tandis que, par volonté idéologique, l'enseignement professionnel est relégué dans l'ombre et que l'économie ne trouve pas les compétences dont elle aurait besoin.

Originellement, l'école est un temps d'étude, pendant lequel l'enfant entre en possession d'un trésor humain légué par les générations précédentes. Un temps où l'on s'arme pour la vie. L'école a-t-elle toujours répondu à cette définition ? Y répond-elle encore ?

Sous l'Ancien Régime, l'école répond à sa vocation d'enracinement dans une civilisation chrétienne; assurée par l'Eglise, au nom de la charité, l'enseignement transmettait une Foi et un savoir lié à cette Foi. A la fin du XVII^e, naissent les écoles chrétiennes qui subiront l'assaut de la philosophie des "Lumières" qui, souhaitant lutter contre "l'obscurantisme", prônera la séparation de l'école et de l'Eglise ainsi que l'attribution à l'Etat du rôle d'éducateur.

A partir de la Révolution une fracture apparaît : si l'école transmet vraiment un savoir, celui-ci est désormais au service de l'Etat qui s'arroge une souveraineté en matière d'instruction. L'école dépend de l'état qui dispense un savoir coupé de ses racines religieuses. L'Etat s'attribue un pouvoir sur les consciences et impose aux jeunes consciences sa morale et son idéologie. Cette rupture avec la tradition s'amplifiera au XIX^e siècle.

Enfin, au lendemain de la seconde guerre mondiale, deux grandes vagues de réformes (1947 et 1968) vont rendre l'institution méconnaissable. Ces réformes prônées par des marxistes visaient à faire de l'école un instrument de démocratisation. But généreux et ambitieux mais dont la motivation profonde était politique. Ils souhaitaient, en fait, un changement de société, qui ne pourrait s'opérer que si les enfants avaient été, préalablement, formés dans un même moule scolaire. De lieu de transmission d'un savoir, l'école devient "lieu de vie" destiné à "l'épanouissement affectif et relationnel pour construire une société solidaire". La dérive s'intensifie et des syndicats politisés captent, au profit d'une idéologie partisane, cette souveraineté de l'Etat. Dès lors l'école devient un instrument au service de la Révolution et non plus un lieu où s'acquiert un savoir. D'ailleurs le Ministère cesse d'être celui de l'instruction publique pour devenir celui de l'Education Nationale, phénomène révélateur. Les méthodes « d'enseignement » changent alors et rebutent un certain nombre de professeurs agrégés ou certifiés qu'il fallait donc éliminer par la création d'un corps unique d'enseignant, de la maternelle au bac. Ceci se traduit par la création, en 1991, des IUFM "outils de

reprogrammation idéologique du corps enseignant" (Philippe Nemo). Le recrutement y est subjectif et juge moins les connaissances du candidat que ses capacités à communiquer. Ainsi se dessine le rôle du futur professeur ou instituteur : non plus apprendre mais écouter. L'IUFM forme des professeurs polyvalents destinés à corriger, par l'école, les inégalités sociales et à construire la société socialiste de demain.

Une vraie révolution culturelle est en cours et la venue de la droite au pouvoir ne semble pas l'enrayer. Pourquoi, alors que s'est effondré le socialisme et que transpire le libéralisme, l'Education Nationale continue-t-elle à poursuivre ce rêve suranné ? Pourquoi l'Etat ne réagit-il pas ? Pourquoi maintient-il ce système qui le mine ?

L'Education Nationale est, malheureusement, devenue synonyme d'incurie, improductivité, gouffre financier. Inadaptée aux défis de la modernité, il paraîtrait logique de la réformer.

La machine Education Nationale, construite par l'Etat au fil des deux derniers siècles est aujourd'hui doublement en cause : d'abord il est devenu évident que l'Etat a usurpé le rôle d'éducateur, qui n'est pas le sien, et construit un monstre étatisé et ingérable. Ensuite, l'Etat s'est laissé dépouillé de ce rôle, usurpé à son tour par un clan politico-syndical partisan. Toute réforme ou toute question qui concerne l'Education Nationale prend alors un aspect politique.

L'Education Nationale absorbe aujourd'hui 50 milliards d'euros par an alors que son efficacité ne cesse de baisser. Ses agents sont régis par le statut de la fonction publique et le professeur titulaire n'a aucune communauté de destin avec l'établissement où il enseigne. Toucher aux statuts, serait une décision impensable, qui entraînerait une levée de boucliers immédiate; le statut fait donc triompher une logique corporatiste. Dans le système actuel, aucune réforme ne pourra réussir.

L'Education Nationale est aujourd'hui une administration autonome que l'Etat ne gouverne plus. Le vrai Ministre de l'Education Nationale est en fait le secrétaire général de la FEN (Fédération de l'Education Nationale (Nouvelle appellation UNSA Education)). La FEN a inspiré toutes les réformes appliquées par les gouvernements de la Vème République, de droite, comme de gauche. Ses membres sont présents dans toutes les commissions de concertation, mutation du personnel, promotion, consultation... Une véritable osmose existe entre la FEN et l'Education Nationale.

A l'école malade répond une société malade et une civilisation en crise. La question primordiale n'est plus de savoir s'il faut enseigner plus ou moins de mathématiques ou de discuter sur le temps scolaire. Il est maintenant urgent de libérer l'Education Nationale de l'Etat et de l'emprise syndicale afin que l'école remplisse pleinement son rôle de transmission d'un savoir. Il est temps de rendre l'école à la Nation et donc aux familles.

L'heure est au changement dans l'opinion et une volonté réelle de mutation existe. Elle provient des collectivités locales qui, depuis la loi de décentralisation n'ont reçu que des charges financières du secondaire et du primaire sans pour autant avoir droit au chapitre en matière de programme, d'organisation scolaire ou de choix de professeurs et de proviseurs. Plus près du terrain, elles ressentent mieux les besoins des populations en matière d'éducation. Cependant le risque est grand de voir ces collectivités locales hériter du pouvoir de l'Etat, gérer ce patrimoine de la même façon bureaucratique et le reproduire, à l'échelle locale. Il faut donc favoriser, en matière scolaire, toutes les initiatives, pas seulement celle du pouvoir public, fut-il local. Les acteurs économiques, comme les entreprises, ont aussi leur mot à dire en ce domaine.

Les parents, enfin, premiers intéressés pour la formation de leurs enfants, devraient pouvoir créer des écoles totalement libres de toute tutelle étatique, où le seul critère serait la qualité de l'enseignement distribué. Ces écoles seraient gratuites si l'Etat donnait à chaque famille un "chèque éducation" afin de les laisser choisir l'école en toute liberté. Le rôle de l'Etat consisterait à favoriser les créateurs d'écoles, à contrôler l'équilibre entre régions riches et pauvres, à inciter à la liberté afin d'éviter le désastre collectif où mène le gâchis actuel.